

Ce n'est pas une réforme, c'est un chantier de démolition

Lettre aux nuls que nous sommes

Le choix du gouvernement n'est pas de réformer notre système de recherche en profondeur, comme l'ont proposé les Etats généraux (EGR). Il est de le laisser crever et de le remplacer par des structures entièrement nouvelles. Sans parler ici des réformes-clefs (ANR, AII, Pôles de compétitivité) mises en place avant le vote de la LOP, un chiffre : en 2006, l'ANR augmentera de 86 %, les crédits distribués par le CNRS seront en baisse. Deux exemples récents montrent comment le gargarisme sur l'excellence sert de paravent pour piloter la recherche en dehors de l'immense majorité des scientifiques, considérés comme des nuls.

Par Henri Audier, membre du bureau national du SNCS

Des PRES aux "Campus" : l'Ecole d'Economie de Paris

Les PRES vus par les Etats généraux. En partant du constat que le système de recherche et d'enseignement supérieur était par trop émietté ou cloisonné, les EGR ont proposé la mise en place de Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) pluridisciplinaires, assurant par grandes zones géographiques la coopération des universités, grandes écoles et organismes. Cette conception s'opposait aux 5 ou 6 "Pôles d'excellence" que prônait le gouvernement. Les EGR n'excluaient nullement le fait que des PRES puissent être davantage tournés vers la recherche académique internationale, et d'autres vers le transfert. Mais il devait appartenir au PRES, à ses composantes et ses laboratoires, de déterminer les thématiques le structurant.

Requiem pour les PRES, vive les Campus. En fait, le gouvernement contourne les PRES en mettant en place "quelques Campus". Le Premier Ministre après avoir évoqué les PRES pour la forme, a annoncé "Je souhaite aussi favoriser l'émergence de quelques grands campus de recherche autour d'un projet spécifique scientifique, avec une véritable attractivité internationale. Ces campus auront le statut de Fondation, qui leur garantira une gestion souple et réactive. Ils bénéficieront d'une dotation initiale et d'une subvention annuelle pour financer des chaires d'excellence, recruter des scientifiques reconnus". Après l'Ecole d'Economie de Paris, un appel d'offres va être lancé "pour mettre en place quelques grands campus en 2006". Six ou sept : la liste des sites et de leur thème est déjà connue.

L'Ecole d'Economie de Paris (EEP). C'est une initiative d'un groupe d'économistes, récupérée politiquement. Sous le statut de Campus de recherche, les membres fondateurs de l'EEP seront l'ENS, l'EHESS, Paris 1, et l'ENPC ("les ponts"). Le CNRS, l'INRA et l'INED seront "associés". L'EEP sera doté de 10 millions d'euros (M€) dès 2006 et "fera appel au mécénat". "L'ambition est de former en France des élites [ici, ne pas rire] occupant des positions d'influence

dans les universités, organisations et administrations internationales, think tanks, etc.". Bref, former des Poulety vernissés.

"La fonction principale sera de donner un label commun pour des programmes innovants de recherche et de formation (...) et de mobiliser des ressources". "Un CS composé de personnalités internationales de tout premier plan évaluera les programmes".

Sans s'appesantir : (i) les organismes, les universités, les instances scientifiques, n'auront plus de rôle ; (ii) ceux qui ne seront pas retenus dans ce bidule, seront discrédités ; (iii) les orientations se situeront nécessairement, du fait des objectifs et de la structure du CS, dans l'idéologie du "main stream" de l'économie libérale internationale.

Des "Instituts Carnot" à l'Institut Européen de Technologie (IET)

Le problème du transfert est réel. C'est donc une bonne chose que les laboratoires, qui s'y adonnent, reçoivent le label "Instituts Carnot" les aidant financièrement pour effectuer des recherches en amont. Mais ce n'est pas du tout le sujet de l'IET, premier prototype d'une série de trois TG Instituts.

L'origine de l'IET est la convergence d'intérêts multiples : volonté des Grandes Ecoles de créer Paris Tech pour ne pas se mélanger avec les universités, lobbying du Conseil Stratégique de l'Innovation de Poulety, intérêts de certains investisseurs, etc... Villepin a confirmé son ouverture en 2006.

L'IET sera aussi une Fondation, sise sur le plateau de Saclay. Du point de vue académique l'objectif est 3000 chercheurs (plus que l'INSERM ou l'INRA), 80 000 m², un budget de 400 M€ (à terme, mais c'est le montant des CP du CNRS), une Ecole doctorale, un hôtel pour scientifiques étrangers ; mais aussi "quelques centaines de PME innovantes", des centres de recherche d'entreprises européennes.

Bref, c'est le pari qu'on peut implanter de toutes pièces un MIT à Saclay en 4 ans. Bien des universités américaines ont aussi tenté cette imitation, et nombre sont celles qui ont échoué. Pour Villepin, deux autres IET seraient implantés en France, soit 1,2 milliard € par an. Avec la décision de faire ITER, on peut se demander ce qu'il restera pour tout le reste. Avec le même objectif technologique, il doit y avoir moyen d'être plus progressif, moins pharaonique, plus économe des deniers publics.

De la "réforme" à la démolition

1- *L'asphyxie des organismes et des universités.* Chacun souhaite que l'on ait davantage d'universités ou de laboratoires au meilleur niveau international, mais il faudrait le faire en tirant vers le haut l'ensemble de notre système. En fait, c'est un système à deux vitesses qui se met en place. De plus, à la structuration verticale de l'ANR et l'All, pilotant la politique nationale, s'ajoutent horizontalement les Pôles de compétitivité, les "Campus" et les "Instituts" type IET. Les établissements sont réduits à terme au rôle de gestion des personnels (au moins ceux non précaires) et des mètres carrés.

2- *De l'argent, non en plus, mais à la place.* Ces opérations ont un coût prélevé sur les établissements. Environ 70 M€ pour les "Campus", 100 à 200 M€ qui vont élarger au Crédit d'impôt les seuls IET, 100 M€ de dégrèvements fiscaux (budgétisés en 2006) pour les entreprises effectuant des "donations" aux structures de recherche de leur choix, sans parler du fort pompage sur l'ANR, l'All et le PCRD prévus pour l'IET.

3- *La technocratie, faux-nez du pilotage politique et économique.* Alors que la communauté scientifique a fait des propositions détaillées, la politique du gouvernement résulte de l'intervention, certes du Medef, mais aussi sur un ensemble d'associations sans aucune représentativité, mais qui "pensent moderne", en lieu et place des scientifiques et de la société : Fondation pour l'innovation politique de l'UMP, Association de la recherche Technique, FutuRis qui en découle, Conseil Stratégique de l'Innovation de Poulety. Mais aussi une série de think tanks et de revues, passant leur temps en lobbying auprès des politiques et des médias.

Les thèmes de l'ANR ont été déterminés sans avis d'une quelconque instance scientifique. Les laboratoires ont été tenus à l'écart du choix des Pôles de compétitivité. Les directeurs de laboratoires et le CS de Paris 1 ont appris par la presse la création de l'EEP : "la volonté politique exprimée au plus haut niveau de l'Etat, exigeait de ma part une réponse immédiate" s'excuse le Président de Paris 1.

4- *Le mépris pour les scientifiques et leur culpabilisation.* La politique actuelle ne part pas d'une analyse des forces et faiblesse de notre système, mais est basé sur la sinistrose (tout est mieux ailleurs), par exemple par une sur-interprétation du classement de Shanghai. Pour écarter les scientifiques des choix, les textes des officines technocratiques (dont la plupart des membres n'ont pas vécu dans un labo depuis des décennies), sont truffés jusqu'au grotesque de termes tels que "l'élite", "l'excellence", "le rang mondial", comme pour dire que 95 % des scientifiques étant nuls, ils n'ont donc rien à dire sur la politique scientifique.

5- *Une bureaucratization au service du "marché".* Le dédoublement des structures verticales et horizontales de la recherche va conduire à une complexification forte du système et à la multiplication par deux ou trois du temps perdu par les laboratoires en élaboration de dossiers. Mais cela n'est que la conséquence d'une politique dont le but est d'affaiblir l'élaboration des connaissances, pour une recherche par trop "utilitariste". Il est à prévoir que pour 80 % des crédits prévus par la LOP porteront sur l'aide à la recherche privée, l'innovation et le transfert, et très peu sur les connaissances qui conditionnent leur succès à terme. Cet utilitarisme sera d'abord guidé par le seul besoin des firmes en fonction du marché, et non par les besoins de la société. Ainsi, qu'importe le taux d'échec en premier cycle ou le lien enseignement-recherche, condition pour des universités de qualité : même les postes créés seront distribués sur quelques Pôles de compétitivité et non pour permettre aux universitaires de faire plus de recherche. Pourtant, la CPU semble encore se faire des illusions...

Ces lignes sont écrites à la veille de la sortie de la LOP. Mais nous en savons assez pour dire pour dire que c'est une bataille frontale qu'il nous faudra mener, quelles qu'en soient les difficultés soit vis-à-vis du public, qui va être l'objet d'une fantastique manipulation, soit vis-à-vis de certains scientifiques, qui seront contents d'avoir gagnés à l'un des grands lotos mis en place. Nous n'avons rien à perdre à contrer idéologiquement cette politique, car elle est vouée à l'échec. Ce qui ne veut pas dire qu'il faudra jouer la politique du pire. Sur chaque problème, dans chaque établissement, il nous faudra aussi des mots d'ordre très concrets. Encore faut-il vouloir gagner.